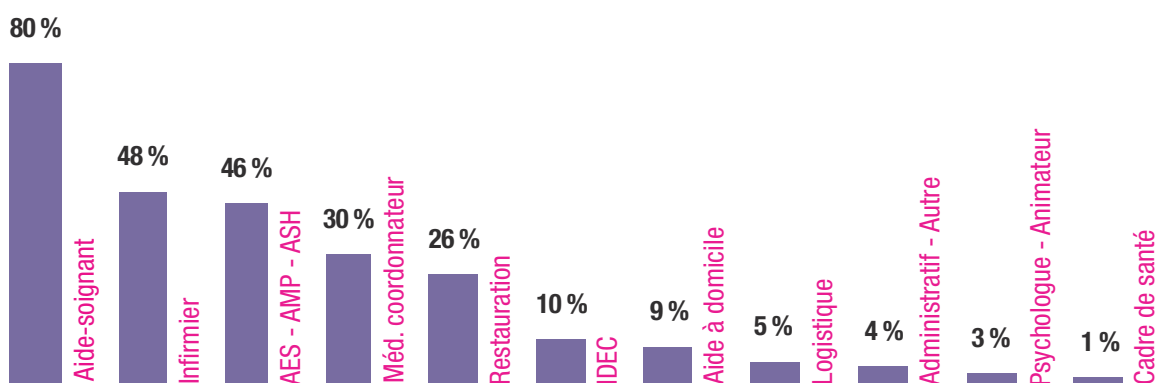


DIFFICULTÉS RH

● Pénurie de personnel

89 % des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées font face à un manque de personnel.

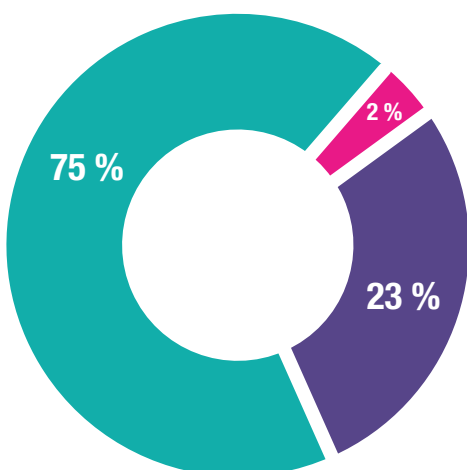
Pour 88 % d'entre eux, les difficultés de recrutement affectent directement la qualité d'accompagnement des usagers.



● Un recours important aux CDD et à l'intérim

1 salarié sur 4 est en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim, traduisant une instabilité des effectifs impactant la qualité d'accompagnement.

En France, en 2017, tous secteurs confondus, seuls 12 % des salariés étaient en CDD. (source : Dares)



Professionnels :

- CDI
- CDD
- intérim



● Altération du fonctionnement des ESMS

46 % des Ehpad, résidences autonomie et services à domicile, fonctionnent actuellement en mode dégradé.

La raison principale est le manque de personnel causé par des difficultés de recrutement et une sinistralité importante.

● Qualité d'accompagnement des usagers

En établissement :



25 % des Ehpad et résidences autonomie gèlent les entrées, faute de personnel.

4 lits sont fermés en médiane.

À domicile :



33 % des services n'honorent pas intégralement les plans d'aide des bénéficiaires de l'APA, réduisant le nombre d'heures d'aide à domicile.

19 % des personnes âgées accompagnées à domicile sont impactées.

REVALORISATIONS SALARIALES

● Insuffisance de financement – Ségur et PGA

Depuis 2020, l'État a mis en œuvre différentes mesures de revalorisations salariales des métiers de l'accompagnement social et médico-social (Ségur de la Santé 1 et 2, Prime Grand âge). Cependant, les financements reçus sont insuffisants par rapport aux engagements du Gouvernement.

78 % des répondants ont constaté une **insuffisance de financement, représentant un total de 112 000 € en moyenne, dont :**



- Pour le Ségur 1 : 56 037 €
- Pour le Ségur 2 : 27 613 €
- Pour la Prime Grand âge : 27 993 €

ENQUÊTE FLASH FNADEPA - RH ET FINANCES

Enquête menée du 14 au 19 septembre 2022 auprès de 1400 directeurs adhérents

SITUATION ÉCONOMIQUE

Inflation

L'inflation est actuellement de **+ 14 %** en moyenne dans les établissements et services pour personnes âgées.



+ 52 %
Gaz



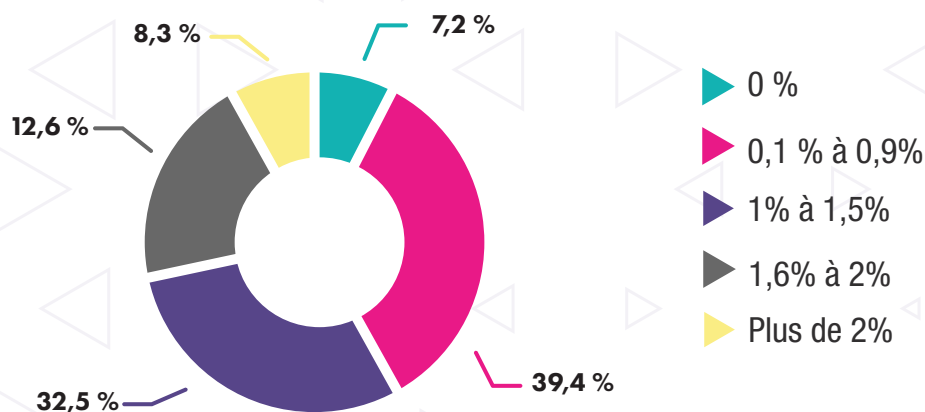
+ 54 %
Electricité



+ 11 %
Denrées alimentaires

Taux d'évolution du tarif hébergement pour 2022

Malgré l'inflation record, le taux d'évolution du tarif hébergement voté par les conseils départementaux pour 2022 est inférieur à 2 % pour 92 % des répondants.



Situation budgétaire



Au regard de la situation économique, **85 %** des répondants prévoient un déficit budgétaire d'ici la fin de l'année.

Le blues des directeurs

43 %
des directeurs
envisagent de quitter leur métier
à court ou moyen terme.



#UrgenceGrandÂge

VERBATIMS

De manière générale, les répondants sont extrêmement pessimistes quant à la situation à laquelle ils sont confrontés en cette rentrée 2022.

« Ça ne va pas pouvoir durer très longtemps. »

« Situation très préoccupante, qui engage clairement l'avenir de nos établissements. »

« Il est grand temps de légiférer à l'Assemblée avant que tout ne s'effondre. »

« Très décourageant de maintenir un niveau de qualité exigé par nos pouvoirs publics sans le personnel en place et les financements. »

Au-delà des ressources humaines, les difficultés financières sont l'un des principaux motifs d'inquiétude des directeurs.

« Les budgets sont intenables en l'état. »

« Sentiment de faire du bricolage à longueur de journée avec les perfusions financières que nous avons au compte-goutte. »

« Chaque année l'équilibre financier est de plus en plus compliqué. »

« Si l'on ne veut pas augmenter la facture des résidents il faudra trouver un autre système de financement des EHPAD. »

344 structures ayant répondu :



81,5 %
Ehpad



16 %
Résidences
autonomie



10,5 %
Services à
domicile

53 %
SECTEUR PUBLIC
(FPT et FPH)

47 %
SECTEUR PRIVÉ
(associatif et commercial)